



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ 30 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1968

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
233

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

A.N. 590. Περὶ κυρώσεως τοῦ Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963. 1

#### ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

651. Περὶ παρατάσεως θητείας Ἑβραϊκῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμφ. 2

### ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 590

*Περὶ κυρώσεως τοῦ Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.*

#### ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ἑπιχειρηματικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμος τὸ ἐν Γενεύῃ συναφθὲν τὸν Μάρτιον τοῦ 1967, πρωτόκολλον περὶ τῆς παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963, τὸ ὁποῖον ὑπέγραψεν ἡ Ἑλλάς ἐν Μεδρίτῃ τὴν 23ην Ἰουνίου 1967 καὶ οὐτινος τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον δεῦτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος κατὰ τὴν διὰ τοῦ ὧς ἄνω κυρουμένου πρωτοκόλλου, παράτασιν τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.

ἀναγράφεται εἰς τὸν Προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ἑπιχειρηματικοῦ Γεωργίας, ἢ ἀναγκαῖα πίστωσις ὑπὸ ἴδιον κωδικὸν ἀριθμὸν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1968

*Ἐν Ὄνομαι τοῦ Βασιλέως*

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

**Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'  
**ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'  
**ΔΗΜ. ΠΑΤΙΑΝΗΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ

N. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΙΟΥΔ. Μ. ΕΥΛΑΜΠΙΟΣ, ΝΙΚ. ΣΙΩΡΗΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

*Ἐδθεωρήθη καὶ εἰτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ**

Protocole portant reconduction de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963.

Les gouvernements signataires du présent Protocole, Considérant que, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de son article 37, l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 expire le 30 septembre 1967, et

Considérant qu'il est désirable que l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 continue à produire ses effets après cette date,

Sont convenus de ce qui suit:

## Article premier

L'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 (ci-après dénommé «l'Accord») continuera à produire ses effets entre les parties au présent Protocole jusqu'à la fin de la campagne oléicole 1968/1969;

## Article 2.

Pour les parties au présent Protocole, l'Accord et le Protocole seront lus et interprétés comme constituant un seul instrument et seront considérés comme l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 dûment reconduit.

## Article 3.

1. Les gouvernements pourront devenir parties au présent Protocole, conformément à leur procédure constitutionnelle:

- a) en le signant; ou
- b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve d'une ratification, d'une acceptation, ou d'une approbation; ou
- c) en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque gouvernement signataire déclarera formellement si, conformément à sa procédure constitutionnelle, sa signature doit être ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

## Article 4.

Le présent Protocole sera ouvert à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, Gouvernement dépositaire de l'Accord, jusqu'au 30 juin 1967, à la signature de tout Gouvernement qui, à cette date, est partie à l'Accord.

## Article 5

1. Lorsque la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, les instruments correspondants doivent être déposés, au plus tard le 30 septembre 1967, auprès du Gouvernement dépositaire.

2. Tout Gouvernement signataire n'ayant pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole au 30 septembre 1967, peut obtenir du Conseil une prolongation de délai aux fins du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ce délai ne devra pas dépasser le 30 septembre 1968, à moins qu'en vertu des dispositions de l'article 7 ci-après, le présent Protocole ne soit déjà entré en vigueur provisoirement ou définitivement.

## Article 6

1. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement non signataire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

2. L'adhésion au présent Protocole de la part d'un Gouvernement qui n'est pas partie à l'Accord sera considérée comme une adhésion à l'Accord reconduit par le présent Protocole.

3. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire et prendra effet à compter de la date du dépôt de cet instrument ou de la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, si la seconde date est postérieure à la première.

## Article 7

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er octobre 1967 entre les Gouvernements qui l'auront signé et, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, l'auront ratifié, accepté ou approuvé, si figurent parmi eux les Gouvernements de cinq pays principalement

producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs. A défaut, il entrera en vigueur à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront remplies, sans que cette date puisse être postérieure au 30 septembre 1968.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à l'égard de tout Gouvernement signataire qui effectuera le dépôt de cet instrument postérieurement à la date d'entrée en vigueur du Protocole aux termes du paragraphe 1 ci-dessus.

3. Le présent Protocole pourra entrer en vigueur provisoirement. A cet effet, tout Gouvernement signataire pourra déposer auprès du Gouvernement dépositaire, au plus tard le 30 septembre 1967, une notification par laquelle il s'engagera à chercher à obtenir, dans les plus brefs délais, la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole, conformément à sa procédure constitutionnelle. Cette notification sera considérée, aux seules fins de l'entrée en vigueur provisoire, comme produisant le même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Tout Gouvernement signataire qui, à la date du 1er octobre 1967, n'aura pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole, mais qui aura effectué la notification prévue au paragraphe 3 du présent article, pourra, s'il le désire, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

5. Tout Gouvernement signataire qui aura déposé la notification prévue au paragraphe 3 du présent article pourra également informer le Gouvernement dépositaire qu'il s'engage à appliquer provisoirement le présent Protocole. Tout Gouvernement qui aura pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme partie au présent Protocole, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à la date où il déposera son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou, à défaut, jusqu'au 30 septembre 1968.

Si, au 30 septembre 1968, un Gouvernement n'a pas encore déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, il cessera, à compter du 1er octobre 1968, d'être considéré provisoirement comme partie au présent Protocole, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Cependant, ce Gouvernement aura le droit de prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

6. Si, au 30 juin 1967, le présent Protocole n'a pas reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, mais si les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs ont signé et si, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, ils ont ratifié, accepté, ou approuvé ledit Protocole au 30 septembre 1967, lesdits Gouvernements pourront décider d'un commun accord que le présent Protocole entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

7. Si, à la date du 1er octobre 1967, le présent Protocole n'est pas entré en vigueur, soit provisoirement soit définitivement, dans les conditions visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, mais s'il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur, après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le présent Protocole, l'Accord de 1963 sera de plein droit prorogé jusqu'à la date d'entrée en vigueur, provisoire ou définitive, du

présent Protocole, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

#### Article 8.

Si, au 30 septembre 1969, un accord destiné à reconduire ou à renouveler l'Accord de 1963 dûment reconduit a été négocié et a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet, mais si ce nouvel accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, le présent instrument sera prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

#### Article 9.

Le Gouvernement dépositaire informera sans tarder chaque Gouvernement qui est partie à l'Accord ou au présent Protocole, ou qui est provisoirement considéré comme partie à ce dernier, de toute signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion audit Protocole, de toute notification déposée conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'Article 7 du présent Protocole, ainsi que de sa date d'entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en communiquera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements qui auront signé le présent Protocole ou y auront adhéré.

Fait à Genève, le 30 mars 1967.

#### Πρωτόκολλον παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ Ἑλαιολλάδου τοῦ 1963.

Αἱ ὑπογράψασαι τὸ παρὸν Πρωτόκολλον Κυβερνήσεις, ἔχουσαι ὑπὸ ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἑλαιολλάδου τοῦ 1963, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 37 αὐτῆς, ἐκπνέει τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967 καὶ ἔκτιμῶσαι ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν ὅπως ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἑλαιολλάδου τοῦ 1963 ἐξακολουθῇ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της μετὰ τὴν χρονολογίαν ταύτην.

Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι:

#### \*Ἄρθρον 1.

Ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἑλαιολλάδου τοῦ 1963 (κατωτέρω ὀνομαζομένη «Συμφωνία») θὰ συνεχίσῃ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της, μετὰ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλο, μέχρι τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου 1968)1969.

#### \*Ἄρθρον 2.

Ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλο, ἡ Συμφωνία καὶ τὸ Πρωτόκολλο θὰ ἐρμηνευθῶσι καὶ θὰ ἐκληρωθῶσιν ὅτι ἀποτελοῦν ἓν μόνον ὄργανο καὶ θὰ θεωρηθῶσιν ὡς Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἑλαιολλάδου τοῦ 1963, δεόντως παραταθείσα.

#### \*Ἄρθρον 3.

1. Αἱ Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ καταστῶσι συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλο, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν τῶν διαδικασιῶν:

- α) Διὰ τῆς ὑπογραφῆς τούτου ἢ
- β) Διὰ τῆς ἐπικυρώσεώς του, τῆς ἀποδοχῆς του ἢ τῆς ἐγκρίσεώς του, μετὰ τὴν ὑπογραφήν του ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς ἐγκρίσεως, ἢ
- γ) Τῆς προσχωρήσεως εἰς τοῦτο.

2. Ὑπογράφουσα τὸ παρὸν πρωτόκολλο, ἐκάστη Κυβέρνησις θὰ δηλώσῃ ρητῶς ἂν, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματι-

κὴν τῆς διαδικασίας, ἡ ὑπογραφή της ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν.

#### \*Ἄρθρον 4.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν ἐν Μαδρίτη παρὰ τῆ Ἰσπανικῆ Κυβερνήσει. Κυβερνήσει καταθέσει τῆς Συμφωνίας, μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1967, πρὸς ὑπογραφήν ὑφ' ὧν τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες μέχρι τῆς χρονολογίας ταύτης εἶναι Συμβαλλόμενα μέρη, ἐν τῇ Συμφωνίᾳ.

#### \*Ἄρθρον 5.

1. Ὅταν ἡ ἐπικύρωσις, ἡ ἐγκρίσις ἢ ἡ ἀποδοχὴ ἔχῃ ἐπιτευχθῆ, τὰ ἀντίστοιχα ὄργανα δεόν νὰ κατατεθῶσι, τὸ ἐραδύτερον μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1967, παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας.

2. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις μὴ ἔχουσα ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ παρὸν πρωτόκολλο τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967, δύναται νὰ ἐπιτύχῃ διὰ τοῦ Συμβουλίου παράτασιν τῆς προθεσμίας πρὸς καταθέσιν τοῦ ὄργανου τῆς ἐπικυρώσεώς του, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεώς του. Ἡ προθεσμία αὕτη δὲν δύναται νὰ παραταθῆ πέραν τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968, ἐκτός ἂν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ κατωτέρω ἄρθρου 7, τὸ παρὸν πρωτόκολλο δὲν ἔχῃ τεθῆ ἤδη ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς.

#### \*Ἄρθρον 6.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν πάσης Κυβερνήσεως, μὴ ὑπογράφασῃς Κράτους — μέλους τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἑθνῶν, τῆς Διασκέψεως τῶν Ἠνωμένων Ἑθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν ἢ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἑθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν.

2. Ἡ προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλο Κυβερνήσεως ἣτις δὲν εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν θὰ θεωρηθῆ ὡς προσχώρησις εἰς τὴν, διὰ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, παραταθείσαν Συμφωνίαν.

3. Ἡ προσχώρησις θὰ ἐπιτευχθῆ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει καταθέσεως τῆς Συμφωνίας καὶ θὰ ἰσχύῃ ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου τούτου ἢ ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἂν ἡ δευτέρα χρονολογία εἶναι μεταγενεσττέρα τῆς πρώτης τοιαύτης.

#### \*Ἄρθρον 7.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1967, μετὰ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες θὰ ἔχωσι ὑπογράψῃ τοῦτο, καὶ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ τὸ ἔχωσι ἐπικυρώσει ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνῃ, ἂν μετὰ τούτων εἶναι αἱ Κυβερνήσεις πέντε κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν. Ἐν ἐλλείψει, θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εἰς πᾶσαν μεταγενεσττέραν χρονολογίαν καθ' ἣν οἱ ὅροι οὔτοι θὰ πληρωθῶσι, χωρὶς νὰ δύναται ἡ ἡμερομηνία αὕτη νὰ εἶναι μεταγενεσττέρα τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

2. Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ὑπὸ πάσης ὑπογράφασῃς Κυβερνήσεως, ἣτις θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὄργανου τούτου μεταγενεσττέρως τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ πρωτοκόλλου κατὰ τοὺς ὅρους τῆς ὡς ἄνω 1 παραγράφου.

3. Τὸ παρὸν πρωτόκολλο δύναται νὰ τεθῆ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ. Ἐπὶ τούτῳ, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταθέσῃ παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, τὸ ἐραδύτερον τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1967, ἀνακοίνωσιν δι' ἧς θὰ ἀναλαμβάνῃ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιδιώξῃ ἵνα ἐπιτύχῃ ἐντὸς τῶν ἐραχύτερων προθεσμιῶν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ τὴν ἐγκρίσιν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν τῆς διαδικασίας. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θὰ θεωρηθῆ διὰ μόνον τὸν σκοπὸν τῆς προσωρινῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, ὡς παράγουσα τὸ αὐτὸ ἀποτέλεσμα ὅπερ καὶ τὸ ὄργανο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

4. Πάσα υπογράψασα Κυβέρνησις ήτις, κατά την ήμερομηνίαν της 1ης Οκτωβρίου 1967, δέν θά έχη επικυρώσει απόδεχθῆ ἢ ἐγκρίνει τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀλλὰ θά έχη πραγματοποιήσῃ, τὴν ὑπὸ τῆς παρ. 3 προβλεπομένην ἀνακοίνωσιν θά δύναται, ἐάν ἐπιθυμῆ τοῦτο, νὰ συμμετέχη ἄνευ δικαιώματος ψήφου, τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ Παρατηρητοῦ.

5. Πάσα υπογράψασα Κυβέρνησις ήτις θά έχη καταθέσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παρ. 3 τοῦ παρόντος άρθρου ἀνακοίνωσιν θά δύναται ἐπίσης νὰ πληροφορῆ τὴν Κυβέρνησιν καταθέσεως τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμόζῃ προσωρινῶς τὸ παρὸν πρωτόκολλον.

Πάσα Κυβέρνησις ήτις θά έχη ἀναλάβει τοιαύτην ὑποχρέωσιν θά θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, μεθ' ὧν τῶν ἀπορρουσῶν ὑποχρεώσεων καὶ δικαιωμάτων, ἕως τῆς χρονολογίας καθ' ἣν θά καταθέσῃ τὸ ὄργανον τῆς επικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἐν ἐλλείψει, μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

Ἐάν, τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1968, Κυβέρνησις τις δέν έχη εἰσέτι καταθέσει τὸ ὄργανόν τῆς επικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θά παύσῃ ἀπὸ 1ης Οκτωβρίου 1968 νὰ θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἐκτός ἐάν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ διαφορετρόπως. Ἐν τούτοις ἡ Κυβέρνησις αὕτη θά έχη τὸ δικαίωμα νὰ συμμετέχη τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

6. Ἐάν τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1967, τὸ παρὸν πρωτόκολλον δέν θά έχη δεχθῆ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν, ἵνα δυναθῆ νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχῆν, ἢ ἐγκρίσιν, ἀλλὰ ἐάν αἱ Κυβερνήσεις τεσσάρων κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν, ἔχωσιν ὑπογράψῃ καὶ ἐάν, εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματική των διαδικασίᾳ τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχωσιν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνει τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θά δύνανται νὰ ἀποφασίσουν κοινῇ συγκαταθέσει ὅτι τὸ παρὸν πρωτόκολλον θά τεθῆ ἐν ἰσχύϊ δι' αὐτὰς ἢ ἀκόμη θά δύνανται νὰ λαμβάνουν πᾶν ἕτερον μέτρον τὸ ὅποιον ἢ κατάστασις θά τὰς κάμῃ νὰ κρίνωσιν ὅτι ἀπαιτεῖται.

7. Ἐάν κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Οκτωβρίου 1967, τὸ παρὸν πρωτόκολλον δέν έχη τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὀριστικῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ἀνωτέρω 1 καὶ 3 παρ., ἀλλὰ ἐάν θά έχη δεχθῆ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν διὰ νὰ δυναθῆ νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν ταῦτον διατάξεις τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἢ Συμφωνία τοῦ 1963 θά παραταθῆ αὐτοδικαιῶς ἕως τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος προσωρινῆς ἢ ὀριστικῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, χωρὶς νὰ δύναται ἢ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῆ τοὺς 12 μῆνας.

\*Ἄρθρον 8.

Ἐάν, κατὰ τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1969, έχη διαπραγματευθῆ Συμφωνία προσωρισμένη διὰ παράτασιν ἢ ἀνανέωσιν τῆς Συμφωνίας τοῦ 1963, δεόντως παραταθείσης καὶ έχη δεχθῆ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τοῦτο διατάξεις, ἀλλὰ ἐάν ἡ νέα αὕτη Συμφωνία δέν έχη τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς, τὸ παρὸν ὄργανον θά παραταθῆ μέχρι τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας, χωρὶς νὰ δύναται ἢ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῆ τοὺς 12 μῆνας.

\*Ἄρθρον 9.

Ἡ Κυβέρνησις καταθέσεως τῆς Συμφωνίας θά πληροφορῆ ἄνευ καθυστερήσεως ἐκάστην Κυβέρνησιν, ήτις εἶναι συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας ἢ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἢ ἡ ὁποία θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ Πρωτόκολλον, πᾶσαν ὑπογραφήν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχῆν, ἐγκρίσιν ἢ προσχώρησιν εἰς τὸ εἰρημένον Πρωτόκολλον, πᾶσαν κατατεθείσαν ἀνακοίνωσιν συμφώνως πρὸς τὰς παρ. 3 καὶ ὃ τοῦ άρθρου 7 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, καθὼς ἐπίσης τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦτο.

Εἰς πίστῳ τούτων οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων των ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον κατὰ τὰς ἐναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου εἰς τὰς Ἀγγλικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικήν καὶ Ἰταλικήν γλώσσας, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῆ παρὰ τῆ Ἰσπανικῆ Κυβερνήσει ήτις θά διαβιβάσῃ ἀκριβῆ κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ἐκάστην τῶν Κυβερνήσεων αἰτινες θά ἔχωσι ὑπογράψῃ ἢ προσχωρήσει εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 30 Μαρτίου 1967

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Σεπτεμβρίου 1968

Ὁ Δ)ντῆς Δενδροκηπ. Παραγωγῆς  
Κ. ΔΡΑΚΑΚΗΣ

## ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 651

Περὶ παρατάσεως θητείας Ἑρανικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

\*Ἐχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰ ἄρθρα 122—126 τοῦ Ἀστικού Κώδικος ὡς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 5101/31 «περὶ διενεργείας ἐράνων, λαχειοφόρων ἀγορῶν κ.λ.π.».

2) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 336)21.4.68 Β. Διάταγμα δι' οὗ συνστήθη Ἑρανικῆ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν ἀνεγέρσιν Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ.

3) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 24972)9.8.68 ἔγγραφο τῆς Νομαρχίας Βοιωτίας περὶ παρατάσεως θητείας τῆς ὡς ἄνω Ἑρανικῆς Ἐπιτροπῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσσομεν:

\*Ἄρθρον μόνον.

Παρατείνομεν τὴν θητείαν τῆς διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 336)21.4.68 Β. Διατάγματος συσταθείσης Ἑρανικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ μέχρι τῆς 30.6.1969.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ  
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ